Distr.
LIMITEE

TD/B/39(1)/SC.I/L.1/Add.2
7 octobre 1992

FRANCAIS
Original : ANGLAIS

CONSEIL DU COMMERCE ET DU DEVELOPPEMENT
Trente-neuvième session
Première partie
Genève, 28 septembre 1992

Comité de session I

PROJET DE RAPPORT DU COMITE DE SESSION I

Rapporteur : M. E.M. Manakine (Fédération de Russie)

Additif

TABLE DES MATIERES

Chapitre

Paragraphes

- I. Politiques commerciales, ajustement structurel
et réforme économique : questions relatives à
l'établissement de mécanismes nationaux
transparentes dans le cadre de la lutte contre
le protectionnisme (point 6 de l'ordre du jour)
(suite)

24 - 28

Annexe Résumé du Président

Chapitre I

POLITIQUES COMMERCIALES, AJUSTEMENT STRUCTUREL ET REFORME ECONOMIQUE :
QUESTIONS RELATIVES A L'ETABLISSEMENT DE MECANISMES NATIONAUX
TRANSPARENTS DANS LE CADRE DE LA LUTTE CONTRE
LE PROTECTIONNISME
(Point 6 de l'ordre du jour)

(suite)

Décision du Comité de session I

24. A sa 3ème séance, le 5 octobre 1992, le Comité de session I a décidé d'incorporer le résumé du Président dans son rapport, selon qu'il conviendrait.

Débat sur le résumé du Président

25. Le porte-parole de la Commission des Communautés européennes a proposé de remplacer des expressions telles que "consensus" dans le résumé du Président par "de l'avis général, ..." ou "de nombreux participants ont estimé que ...", etc., qui, selon lui, rendraient plus fidèlement compte de la portée de l'accord.

26. Le représentant du Mexique a jugé le résumé particulièrement utile, venant ainsi à la fin des débats sur la question. A son sens, ce résumé énonçant les conclusions du Président, il était quasiment inévitable qu'il y ait quelques légères divergences de nuances, eu égard, en particulier, au grand nombre de délégations qui s'étaient exprimées.

27. Le représentant de la Colombie a déclaré que, en tant que compte rendu fidèle des discussions informelles, le résumé du Président serait une bonne façon de porter des conclusions à l'attention du Conseil. Il a également fait observer que les avantages présentés par un tel résumé seraient appréciés dans les capitales.

28. Le représentant des Etats-Unis d'Amérique a dit que les experts avaient apporté une contribution remarquable aux discussions informelles. Les exposés avaient démontré de façon magistrale la haute tenue des débats à la CNUCED, dépourvus de considérations politiques inutiles. Malgré leur niveau d'érudition technique, les idées et les concepts étaient d'une grande valeur du point de vue de la croissance économique et de l'élargissement des approches de la question à l'examen.

Annexe

RESUME DU PRESIDENT

1. Conformément au paragraphe 132 de l'Engagement de Carthagène, le Comité de session I a examiné les caractéristiques que des mécanismes transparents devraient avoir dans la perspective de la lutte contre le protectionnisme. Il a également tenu des discussions informelles pour échanger des vues et des idées avec de hauts responsables appartenant à des organismes s'occupant des questions de transparence.
2. Un fort consensus s'est dégagé sur l'idée que des mécanismes transparents pouvaient être un important instrument de lutte contre le protectionnisme commercial. Il importait de distinguer entre, d'une part, la transparence aux fins d'évaluer les coûts et les avantages de la protection existante et des initiatives de politique commerciale et, d'autre part, la transparence dans le cadre de l'administration des réglementations commerciales en vigueur et des mesures commerciales correctives.
3. Il a été estimé que, dans de nombreux cas, ces mécanismes contribuaient sensiblement à la libéralisation du commerce. Le succès dépendait de la volonté des gouvernements de libéraliser le commerce et de procéder à des ajustements structurels positifs. Il dépendait aussi du cadre institutionnel de la politique commerciale dans le pays considéré.
4. Il a été noté que de nombreux pays en développement et pays en transition avaient unilatéralement mis en train des réformes économiques substantielles, y compris une libéralisation du commerce. Ces réformes avaient inévitablement un coût économique et social. Des mécanismes transparents pouvaient être utiles en fournissant une information permettant de prendre des décisions éclairées en matière de politique commerciale et d'améliorer la compréhension du public. En outre, cette information encouragerait les gouvernements à faire preuve, à juste titre, de plus d'audace dans leurs efforts de réforme et de libéralisation.

5. Un environnement économique international favorable faciliterait le processus de réforme et rendrait irréversibles les politiques visant à intégrer les pays en développement dans l'économie mondiale. Les organismes chargés de la transparence dans les pays développés pouvaient jouer un rôle important en consolidant cet environnement, en particulier par une amélioration de l'accès aux marchés des produits exportés par les pays en développement. Il a été indiqué que des organismes de ce type avaient en fait aidé les gouvernements à procéder à un ajustement structurel dans diverses branches d'activité.

6. De nombreux participants ont estimé que les six caractéristiques indiquées au paragraphe 64 du document du secrétariat (TD/B/39(1)/3) constituaient une bonne base de départ pour des organismes chargés de la transparence. Cependant, il a été souligné que ces mécanismes devraient être mis en place par étapes, en fonction des conditions institutionnelles dans les pays considérés.

7. Concernant les caractéristiques, il a été souligné que les organismes chargés de la transparence devraient être indépendants à la fois de toutes pressions politiques et du travail d'élaboration des orientations. Leur champ d'activité devrait englober des enquêtes, l'analyse, l'octroi d'avis et de conseils, et la diffusion de renseignements au public.

8. Il a également été souligné que la possibilité devrait être offerte à toutes les parties intéressées de participer aux travaux d'un organisme chargé de la transparence.

9. De l'avis général, les études relatives à la transparence devraient couvrir les incidences sur l'ensemble de l'économie des mesures protectionnistes existantes et des nouvelles initiatives de politique commerciale. Les études devraient porter sur toute la gamme de mesures intérieures qui influent sur le commerce, y compris les mesures antidumping et antisubventions. Il serait souhaitable que les études concernent également les incidences de la protection sur les partenaires commerciaux, en particulier les pays en développement. Il a été jugé utile pour la CNUCED de suivre l'évolution de la situation à cet égard.

10. L'assistance technique devrait bénéficier de la plus haute priorité et notamment comprendre une information relative à la création d'organismes, l'aide au renforcement des institutions, et la formation à la méthodologie économique et aux techniques de rassemblement de données nécessaires. Le Comité a invité les pays donateurs et les institutions donatrices à soutenir ces efforts. Il a été noté avec satisfaction que certains organismes étaient disposés à participer et à contribuer aux activités de coopération technique de la CNUCED.

11. Le Comité a exprimé sa satisfaction de la contribution remarquable apportée par les hauts responsables qui avaient été invités à participer aux deux jours de discussions informelles sur les mécanismes transparents. Les échanges avaient été extrêmement fructueux. Le secrétariat de la CNUCED avait été prié de faire distribuer les déclarations de ces hauts responsables aux gouvernements membres, le cas échéant. De plus, il avait été encouragé à organiser à l'avenir de semblables rencontres avec des experts de haut niveau sur d'autres sujets relatifs au commerce figurant à l'ordre du jour du Conseil du commerce et du développement.